

EXTRAIT DE PÉTITION
(Article 64 du Règlement)

Je dépose l'extrait d'une pétition adressée à l'Assemblée nationale, signée par 296 pétitionnaires

Désignation : Citoyens et citoyennes du comté de Hochelaga-Maisonneuve.

Les faits invoqués sont les suivants :

ATTENDU QUE les fumeurs boudent les salles de bingo depuis l'entrée en vigueur de la nouvelle loi anti-tabac;

ATTENDU QUE les centaines d'organismes qui s'occupent des œuvres de charité et qui détiennent une licence de bingo voient leurs revenus fondre dramatiquement;

ATTENDU QUE dans ces circonstances, la levée du moratoire sur la délivrance de nouvelles licences de bingo comme celles de gestionnaire de salle est inopportune et de nature à aggraver la situation;

ATTENDU QUE le nouveau règlement qui se fait attendre devrait au contraire être publié dans les meilleurs délais et donner ouverture à une étude en commission parlementaire.

Et l'intervention réclamée se résume ainsi :

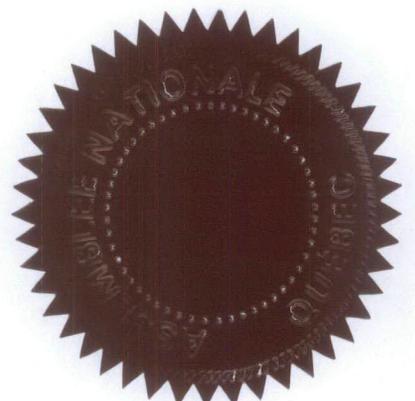
Il est proposé que l'Assemblée nationale intervienne auprès du ministre de la Sécurité publique pour remettre en vigueur le moratoire, publier dans les meilleurs délais et tenir une consultation en commission parlementaire sur le projet de règlement avant ratification.

Je certifie que cet extrait est conforme à l'original de la pétition.

Louise Harel

**Louise Harel députée de
Hochelaga-Maisonneuve**

13-12-2006



PÉTITION

Attendu que les fumeurs boudent les salles de bingo depuis l'entrée en vigueur de la nouvelle loi anti-tabac;

Attendu que les centaines d'organismes qui s'occupent des œuvres de charité et qui détiennent une licence de bingo voient leurs revenus fondre dramatiquement;

Attendu que dans ces circonstances, la levée du moratoire sur la délivrance de nouvelles licences de bingo comme celles de gestionnaire de salle est inopportune et de nature à aggraver la situation;

Attendu que le nouveau règlement qui se fait attendre devrait au contraire être publié dans les meilleurs délais et donner ouverture à une étude en commission parlementaire;

Il est proposé que l'Assemblée nationale intervienne auprès du ministre de la sécurité publique pour remettre en vigueur le moratoire, publier dans les meilleurs délais et tenir une consultation en commission parlementaire sur le projet de règlement avant ratification.

NOM	ADRESSE	SIGNATURE
MARC BERGERON	2860 Nickerson 2265 St. Catherine 304	Marc Bergeron
Aline Phasand	2177 Logan 214	Aline Phasand
Madeleine Chéneth	2265 St. Catherine 304	Madeleine Chéneth
Médeline Clavelin	1871 St. Germain	Médeline Clavelin
Josée Dolletier	2189 L-Hôtel	Josée Dolletier
Lucy Lanoué	2485 Maumour	Lucy Lanoué
Christine Berger	200 Ontario City 305	Christine Berger
Marcelle Gauthier		
Manette Desjardins	2362 Hilling	Manette Desjardins
Rejeanne Thériault	1850 Westgate Long	Rejeanne Thériault
Diane Melo	2265 St. Catherine	Diane Melo
Luzianne Cloutier	1800 Leroy	Luzianne Cloutier
Francine Desrosiers	2365 P. Magnan	Francine Desrosiers
Francine Desrosiers	2365 Magnan	Francine Desrosiers
Andrée Bastings	2184 Beruy	Andrée Bastings
Denise Forges	2265 St. Catherine 305	Denise Forges

